

ARTICLE POLITIQUE

Par Yara van der Hoeven

(FR)

LA MOLDAVIE SUR LA VOIE DE L'ADHÉSION DE L'UE



L'image: Délégation de l'UE auprès de la République de Moldavie

Le 25 juin 2024 a été un jour historique dans l'intégration de Moldavie dans l'Union Européenne. La première conférence intergouvernementale a eu lieu concernant l'ouverture officielle des négociations d'adhésion. Plus tôt en juin, un représentant de la Commission Européenne a confirmé que tous les trois domaines de réforme restants ont été achevés: la réforme judiciaire, la désoligarchisation et la protection des minorités nationales. C'est inclu dans une série des questions que la présidence belge du Conseil de l'Union Européenne a voulu accélérer avant la présidence de la Hongrie du Conseil.

Le chemin vers les négociations d'adhésion

La coopération entre l'Union européenne et la Moldavie a commencé après le fin de l'Union soviétique. Cela a commencé avec l'accord de partenariat et de coopération, qui était signé en 1994 et entré en vigueur en 1998. En 2004, quand l'accord a expiré, la politique européenne de voisinage (PEV) était introduite. Cette initiative était censée favoriser un voisinage fort autour de l'Union

européenne, créant ainsi prospérité et stabilité pour les pays voisins et l'Union européenne elle-même. Entre 2005 et 2008, le Plan d'action pour la Moldavie a introduit la mise en œuvre progressive des normes de l'UE en Moldavie et le renforcement de la coopération entre les deux parties. Au fin du Plan d'action, la Commission européenne était satisfaite du progrès fait par la Moldavie mais a aussi reconnu qu'il y avait encore du travail à faire. L'inauguration officielle du partenariat oriental a eu lieu en 2009. Depuis, la coopération s'est approfondie avec la mise en place d'un accord de libre-échange complet et approfondi (ALECA) en 2016. Au début de 2022 la Moldavie a officiellement appliqué pour l'adhésion à l'UE, à cause de l'invasion de l'Ukraine et les implications pour la Moldavie. En juin de la même année, la Commission Européenne a recommandé au Conseil de l'Union Européenne d'accorder à la Moldavie le statut de candidat à l'adhésion. Néanmoins, la CE a également souligné que la Moldavie devait prendre des mesures sérieuses dans divers domaines, notamment la réforme judiciaire, la désoligarchisation et la protection des minorités nationales. Le même mois, le Conseil a accordé à la Moldavie le statut de candidat à l'adhésion. Deux ans plus tard, la Moldavie est arrivée à la première conférence intergouvernementale pour les négociations d'adhésion.

L'état actuel de la Moldavie

La Moldavie a fait beaucoup de progrès depuis le début de ses relations avec l'Union européennes. Le pays est en ce moment gouverné par le président pro-européen Maia Sandu et premier-ministre Dorin Recean du Parti action et solidarité (PAS). L'ONG Freedom House considère la Moldavie comme un régime transitoire ou hybride, avec un score de démocratie de 3,14/7. Il existe encore un fossé évident à combler. Il est nécessaire d'améliorer le système d'équilibre des pouvoirs, de renforcer l'indépendance du système judiciaire et de poursuivre la lutte contre la corruption. Freedom House rapporte que les organisations de la société civile ont noté "des déviations significatives des procédures législatives au sein de la majorité parlementaire", par exemple.

On peut dire que l'économie de la Moldavie est relativement faible. Une étude portant sur l'économie de la Moldavie entre 2009 et 2019 a révélé que le pays était confronté à des taux d'inflation élevés. Le taux de chômage n'est que de 4,9 %, mais le taux de participation de la main-d'œuvre est faible en raison de facteurs tels que les flux migratoires vers l'étranger et l'inadéquation des compétences. Un autre problème est que l'économie de la Moldavie n'est pas assez diversifié, partiellement à cause d'une modernisation insuffisante dans des entreprises qui étaient achetées à bas prix pendant le processus de privatisation.

En 2022, l'économie de la Moldavie a été fortement touchée par la crise de l'énergie et des réfugiés provoquée par la guerre en Ukraine. Il s'est légèrement redressé en 2023 et devrait croître de 2,2 % en 2024, selon le groupe de la Banque mondiale.

L'influence russe

La Russie considère la Moldavie toujours un partie de sa zone d'influence et a été présente en Transnistrie depuis 1991. Elle n'a cessé de tenter d'exercer son pouvoir sur le pays et d'interrompre ses efforts d'intégration dans l'Union européenne. Au cours des premières années de l'accord d'association, la Russie a introduit des mesures telles que l'interdiction d'importation des biens moldaves et des restrictions sur les séjours des Moldaves en Russie. Dans le sillage de la guerre en Ukraine, la Russie a attaqué la Moldavie sur plusieurs fronts; violant son espace aérien, diffusant de la désinformation, essayant d'influencer les élections et provoquant une crise énergétique. La Russie a manifestement influencé négativement les efforts de la Moldavie en direction de l'UE et d'établir une forte démocratie.

Dans la région séparatiste de Transnistrie, l'influence russe est particulièrement présent. Son économie dépend en grande partie du gaz russe qui est fourni à bas prix à une centrale électrique locale et qui est ensuite vendu sur le marché intérieur par le gouvernement. L'accord entre le gouvernement et Gazprom est sur le point d'expirer et, s'il n'est pas renouvelé, il pourrait s'avérer désastreux pour l'économie de la Transnistrie. Malgré ça, le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, a dit que "Le chemin de la Moldavie est indépendant de ce qui se passe en Transnistrie. Chypre a devenu un membre de l'Union européenne ayant un problème territorial. La Moldavie peut le faire. Néanmoins, au niveau national, il n'y a pas de séparation claire entre la Transnistrie et la Moldavie. En février de cette année, les dirigeants transnistriens ont demandé la "protection" du Kremlin, ce qui est interprété par certains experts comme un essai de faire pression sur la Moldavie. Cette crise en Transnistrie est prévue d'influencer les élections présidentielles et de politique étrangère en Moldavie dans le courant de l'année.

Le reste du voyage à l'adhésion

Si on continue à regarder vers l'avenir, le processus d'intégration de la Moldavie pourrait bientôt ralentir en raison de la prééminence des partis d'extrême droite et des partis populistes en Europe. Certains États membres de l'UE pourraient même tenter de bloquer l'adhésion de la Moldavie en raison de problèmes bilatéraux, comme l'a fait la Hongrie avec l'Ukraine.

Combien du travail reste pour la Moldavie sera évalué au cours de la période à venir. Ensuite, l'Union européenne devra proposer ses conditions pour 35 domaines politiques différents. Quoi qu'il en soit, la Moldavie devra encore travailler avant de pouvoir adhérer à l'Union européenne. Iulian Groza, directeur exécutif de l'Institut pour les politiques et les réformes européennes à Chişinău, et ancien vice-ministre moldave des affaires étrangères chargé de l'intégration européenne, estime que la Moldavie pourrait potentiellement adhérer à l'UE d'ici 2030.

L'effet de l'élargissement de l'Union Européenne

Au vu des progrès réalisés par la Géorgie, l'Ukraine et la Moldavie, les frustrations et le mécontentement se sont accrus dans les Balkans occidentaux. Des pressions ont été exercées sur l'Union européenne pour qu'elle accélère le processus d'élargissement aux dix futurs États membres.

Sur le plan interne, l'Union Européenne devra également introduire des réformes pour s'adapter aux élargissements qu'elle prévoit. L'agrandissement va avoir des conséquences importantes pour les institutions et le budget. Le Parlement européen sera confronté à des modifications de sa composition, comme le nombre des sièges devra être partagé entre une groupe d'états membres plus grande. Ça veut dire que ce seront surtout les petit États qui subiront la perte de sièges. La Commission Européenne deviendra plus grande avec l'ajout des nouveaux membres. Le processus décisionnel du Conseil sera modifié, car, une fois de plus, davantage de parties seront présents dans le processus de négociation. Le groupe de travail franco-allemand sur la réforme institutionnelle de l'UE a publié un rapport en 2023 qui contient une recommandation visant à étendre le recours au vote à la majorité qualifiée. En effet, l'obtention de l'unanimité devient plus complexe à chaque élargissement de l'Union.

Avec l'addition d'un pays comme la Moldavie, qui a un économie relativement faible, les pays plus riches sont concerné qu'ils receveront moins de fonds de cohésion. L'ampleur et la rapidité de ces réformes au sein de l'Union européenne dépendront de la volonté et de l'agenda politique de ses États membres.

Donc, la motivation pour accélérer l'intégration est actuellement présente au sein de l'UE et des efforts considérables ont été faits par la Moldavie au cours des trente dernières années. Malgré cela, il faudra beaucoup de temps avant que l'UE et la Moldavie soient prêts pour l'adhésion de la Moldavie à l'UE. L'économie et les systèmes judiciaire et politique de la Moldavie devront notamment être améliorés.

La pression exercée par la Transnistrie et l'exercice du pouvoir par la Russie continueront de compliquer les efforts déployés pour atteindre ces objectifs. Même si la route semble longue, il est clair que la Moldavie choisit activement de continuer à s'engager sur la voie européenne.